

Londres se rapproche d'une sortie de l'Union

La cuisante défaite subie par David Cameron lors de l'élection de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne provoque des remous à Londres.

Si pour le leader de l'opposition travailliste, Ed Miliband, « sur l'Europe, il est désormais devenu un Premier ministre toxique », les eurosceptiques, eux, se félicitent du vote au sommet européen. « Si David Cameron ne peut empê-

cher la nomination de Jean-Claude Juncker, personne ne croira qu'il pourra apporter plus de flexibilité à l'Union européenne », affirme ainsi l'eurodéputé conservateur Daniel Hannan.

Pour de nombreux observateurs, avec David Cameron, le Royaume-Uni est plus proche que jamais d'un « Brexit » (pour « British exit » : une sortie de l'UE). Tous les regards sont désormais tournés vers mai 2015 et la mi-2017. Car le référen-

dum sur l'Europe prévu dans trois ans n'aura lieu qu'en cas de réélection l'an prochain du dirigeant conservateur. Selon certains hauts responsables Tories, plus de la moitié des 305 parlementaires conservateurs ont décidé de faire campagne en faveur d'une sortie du Royaume-Uni avant le référendum. Ils étaient moitié moins il y a douze mois... ■

Le splendide isolement de Cameron mène Londres droit vers la sortie

UNION EUROPÉENNE Le « Brexit » n'est plus une simple hypothèse... si Cameron est réélu

► Le cavalier seul du Premier ministre britannique face à ses homologues européens complique ses futures négociations avec l'UE.
► S'il est réélu l'an prochain, le Royaume-Uni se dirigera vers une sortie de l'Union à l'occasion du référendum que Cameron a promis en 2017.

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANT

David Cameron avait la tête des mauvais jours. Le Premier ministre britannique a en effet subi un camouflet prodigieux au sommet européen de jeudi et vendredi derniers. Il était pourtant arrivé relativement confiant en Belgique, après avoir obtenu que le Conseil européen, soit les chefs de l'exécutif des vingt-huit pays membres de l'UE, procède au vote – pour la première fois – pour choisir le nouveau président de la Commission européenne. Mais le résultat s'est avéré sanglant (*Le Soir* du week-end) : 26 voix en faveur de l'ancien Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker et seulement deux contre, celui du chef du gouvernement britannique et de son homologue hongrois Viktor Orban. Pas vraiment une glorieuse référence.

Quelques minutes après le

voté, le locataire de Downing Street exprimait sa colère, et sa détermination, auprès des journalistes. « C'est un mauvais jour pour l'Europe. Je suis déçu. Mais mes collègues au Conseil européen savent que je suis très sérieux à propos de la réforme de l'UE. Et je m'engage : si je dis que je ne vais pas reculer, c'est que je ne le ferai pas. Ce sera une longue et dure bagarre, et parfois il faut être prêt à perdre une bataille pour gagner la guerre. » Un message, très en accord avec le lieu du premier jour de la réunion : Ypres, l'un des plus meurtriers de la Première Guerre mondiale.

Au Royaume-Uni, cette raclée a fait l'effet d'une bombe. Le leader de l'opposition travailliste Ed Miliband en a évidemment profité pour enfoncer son adversaire. « Sur l'Europe, il est désormais devenu un Premier ministre toxique », s'est-il énérvé. « Il ne peut pas défendre l'intérêt national britannique car, dès qu'il soutient quelque chose, nos alliés européens s'en vont ». Même son de cloche chez l'ancien commissaire européen et ministre travailliste Peter Mandelson : « Comme d'habitude, ce n'est pas que Cameron a tort sur l'Europe, mais il n'a pas de stratégie crédible pour atteindre ses objectifs. Il est prisonnier de son propre parti et tant que cela reste le cas, l'intérêt national du Royaume-Uni en Europe continuera à souffrir. C'est dommage qu'au moment où tellement de monde réclame un programme de réforme, le Royaume-Uni se tire une balle dans le pied et s'in-

terdit de diriger ce programme ».

Dans toutes les bouches, le même verdict : avec David Cameron, le Royaume-Uni semble plus proche que jamais d'un « Brexit » (pour « British exit », une sortie de l'UE). Tous les regards sont ainsi plus que jamais tournés vers mai 2015 et la mi-2017. Car le référendum sur l'Europe prévu dans trois ans

n'aura lieu qu'en cas de réélection l'an prochain du dirigeant conservateur.

Pour Ed Miliband, qui a refusé de s'engager dans un tel processus, « le parti conservateur représente maintenant un danger clair pour notre économie. Le choix se situe entre le parti travailliste, qui convaincrat les Britanniques et monterait des alliances pour la réforme, et David Cameron qui, de son propre aveu, mène son pays vers la porte de sortie de l'Europe, menaçant trois millions d'emplois à travers le Royaume-Uni ».

Les eurosceptiques, eux, se félicitent du vote au sommet européen. Selon eux, ce scrutin a mis les choses au point. Pour l'eurodéputé conservateur Daniel Hannan, « la partie est finie. Si David Cameron ne peut empêcher la nomination de Jean-Claude Juncker, personne ne croira qu'il pourra apporter plus de flexibilité à l'UE, plus de liberté d'action pour ses Etats membres ». Sur son blog, l'ancien ministre conservateur John Redwood s'en prend directement à « ceux qui disent que M. Cameron n'aurait pas dû essayer de bloquer M. Juncker parce

qu'il ne pouvait gagner : cet épisode rappelle à tous au Royaume-Uni que l'Europe ne regarde pas dans notre direction ».

Selon certains hauts responsables Tories, plus de la moitié des 305 parlementaires conservateurs ont décidé de faire campagne en faveur d'une sortie du Royaume-Uni avant le référendum. Ils étaient moitié moindre
« Il ne peut pas défendre l'intérêt national britannique car, dès qu'il soutient quelque chose, nos alliés européens s'en vont » ED MILIBAND, LEADER DE L'OPPOSITION TRAVAILLISTE

il y a un an, preuve que l'opération menée par David Cameron n'a pas été sans conséquence.

Le ministre de la Santé et eurosceptique déclaré Jeremy Hunt a pourtant remis les choses à plat. *« S'il est Premier ministre en 2017, ce ne sera pas à David Cameron de persuader les autres leaders politiques européens. Ce sera aux autres lea-*

ders européens de persuader le peuple britannique, parce que c'est lui qui s'exprimera. Ce sera un grand tournant dans la politique européenne. » En attendant, David Cameron s'exprimera ce lundi devant le Parlement à propos de son escapade belge. La session s'annonce très animée ! ■

TRISTAN DE BOURBON

« Les Britanniques apprécient sa position »

ENTRETIEN **ETROS FASSOULAS**
 Petros Fassoulas est le président du Mouvement européen au Royaume-Uni.

Cameron est une nouvelle fois isolé sur la scène européenne. Comment l'expliquez-vous ?
Il est mal conseillé. Le ministre des Affaires étrangères et les ambassadeurs, qui connaissent les opinions des capitales européennes, sont rarement consultés. Les décisions liées à l'Europe sont prises avec une équipe réduite de son cabinet et des membres du ministère des Finances, sous l'ombre du très eurosceptique chancelier de

l'Echiquier George Osborne. Ce petit groupe n'a pas compris l'esprit de consensus qui anime les politiciens européens.

Quelle est sa stratégie ?
La principale idéologie de Cameron est son maintien au pouvoir. Il a d'abord sorti les conservateurs du PPE en 2009 pour s'assurer le soutien des eurosceptiques de son parti. Sous la pression des Etats-Unis et des grandes entreprises, il a ensuite dû déclarer son désir de maintenir le pays dans une Europe réformée, avant de s'attaquer à Juncker pour faire

plaisir à son électorat. Et cela marche : les sondages montrent que les Britanniques apprécient sa position. Le rôle de la presse est primordial : elle ne cesse de hurler contre « l'ingérence bruxelloise ».

Quelles conséquences pour la relation avec « Bruxelles » ?
Les principaux pays européens veulent que le Royaume-Uni reste dans l'UE. Mais Londres va souffrir au quotidien : quand on rend la vie dure à ses alliés, il ne faut pas espérer qu'ils vous soutiennent. ■

Propos recueillis par T.de B.

COMMISSAIRE BELGE

Marianne Thyssen ou Joëlle Milquet ?

Dimanche, sur le plateau du *Zevende Dag* (VRT), les eurodéputés flamands débattaient de la désignation de Jean-Claude Juncker.

Lorsque la conversation glisse sur le futur commissaire belge. Kathleen Van Brempt (SP.A) apporte son soutien inconditionnel à Marianne Thyssen. L'ex-présidente du CD&V ne bronche pas. Johan Van

Overtveldt (N-VA) est tout aussi positif (mais il s'exprime « à titre personnel ») et même le VLD Philippe de Backer, « si Karel De Gucht n'est plus en lice », soutiendrait la CD&V. La fin d'un suspense ? Reste à

convaincre les francophones que le poste ne leur revient pas. Le PS n'a pas de candidat, le MR n'en a pas de disponible immédiatement. Reste le CDH, qui ne dirait pas non, pour Joëlle Milquet.

V.L.A.

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

CAMERON APRÈS JUNCKER : BREXIT OU CAMEREXIT ?

De l'aveu d'un participant au dernier sommet européen, qu'une seule nomination ait pu justifier le jusqu'au-boutisme du Premier ministre britannique reste difficilement compréhensible pour tous les autres dirigeants continentaux. Et à juste

titre. David Cameron a choisi le mauvais combat, pour de mauvaises raisons, alors qu'il s'est isolé au fil des années. Jean-Claude Juncker, conservateur social bon teint et pro-européen convaincu, correspond à un modèle rhénan qui ne sera jamais la tasse de thé des Britanniques. Mais il est moins fédéraliste et plus sensible aux prérogatives des Etats que bien d'autres. Et il incarne le juste milieu du complexe échiquier européen.

Un bottin ne suffirait pas à contenir les âneries, contre-vérités, et insultes déversées outre-Manche sur M. Juncker. On n'y a pas dégainé le seul point qui méritait la controverse : son rôle de défenseur acharné du paradis fiscal grand-ducal. Mais avec ses

David Cameron a visé d'abord sa propre réélection en 2015

60 propres paradis fiscaux qui irriguent la place financière londonienne, et une place luxembourgeoise qui lui a été utile aussi, voilà un argument superbe méritant d'être ignoré par le Royaume-Uni. (Gageons qu'il se trouvera des voix pour cuisiner là-dessus M. Juncker lors de son audition au Parlement européen, à l'heure où l'évasion et l'évitement fiscaux constituent un enjeu majeur pour les finances des Etats.) David Cameron et les siens disent

que le choix de Juncker a rapproché leur pays d'une sortie de l'UE. C'est oublier que M. Cameron a entrouvert la porte en annonçant un référendum sur la question. En réalité, avec la promesse de référendum puis sa croisade anti-Juncker, David Cameron a visé d'abord sa propre réélection en 2015, misant sur une posture thatcherienne du seul contre tous. Mais n'est pas Thatcher qui veut. Et l'Europe à 28 n'est plus le club cosy de l'Europe à 12. Son jeu a été d'une gravité considérable : il a créé le risque de « Brexit », pour éviter le « Camerexit ».

Pourtant, en rentrant humilié de sa défaite européenne, M. Cameron s'est rapproché plus du second scénario que du premier. Nombreux sont ceux, en Europe comme sur les Iles, qui aimeraient que les Britanniques tranchent une bonne fois pour toutes sur leur maintien dans une Union qui s'intégrera de plus en plus. Ce choix définitif est peut-être tentant. Mais il n'est pas du tout sûr que les Britanniques voudront l'affronter prochainement. Car ce sera jouer à la roulette russe avec l'avenir de leur prospérité.